

CIBLE

Incivisme

Sur les autobus de la ville d'Angers, cette publicité pour les Caisses d'Épargne : « Piégez le fisc ! ». Certes humoristique, l'injonction peut être lue au premier degré.

Piégez le fisc, vous, les bons épargnants ! Mais ne jetez pas de pierres, vous les jeunes, sur les véhicules qui portent ce mot d'ordre ! Et Madame le Garde des Sceaux s'étonne que ces vilains voyous ne sachent plus faire la différence entre le bien et le mal.

Angers n'est qu'un exemple, car nous vivons dans une culture de l'incivisme et de la délinquance. Souvenons-nous des publicités pour certaines marques automobiles, qui montrent à quel point elles sont appréciées par de vieux mafiosi et par d'efficaces pilleurs de banques.

Personne ne s'étonne, personne ne s'indigne de ces apologies du crime organisé, diffusées sur toutes les chaînes de télévision. Mais Monsieur le Ministre de l'Intérieur et Madame le Garde des Sceaux pourchassent et poursuivent sans vergogne les endettés, les chômeurs et les sous-payés qui commettent de menus larcins.

Bientôt, le milieu dirigeant paiera au prix fort son laxisme et son hypocrisie.

Révoltés

Pour une lutte radicale

Cuba

L'héritage de Castro

p. 5

Hommage

Cornélius Castoriadis

p. 6/7

Incitation à la violence

Après les incendies de voitures dans la banlieue de Strasbourg le soir de la Saint-Sylvestre, la responsabilité des journalistes est mise en cause. Sans eux, le réveillon aurait sans doute été beaucoup plus calme.

Les journalistes semblaient pourtant tout à fait conscients de la responsabilité des médias dans l'encouragement d'une certaine forme de violence urbaine. Une journaliste de *France 2* déclarait même à propos des incendies de voitures dans la banlieue de Strasbourg (1) : « *Ma politique est claire : plus on en parle, plus ça brûle. Alors je me tais* ». Cependant cette déontologie à une fois de plus volé en éclat : le premier janvier dernier, les violences de la nuit du nouvel an à Strasbourg faisaient les gros titres de bon nombre de quotidiens nationaux et de journaux télévisés.

Les tensions cependant ne sont pas nouvelles. Toute l'année, des conflits ont opposés les différentes cités de la banlieue strasbourgeoise entre elles. A l'approche de Noël, tous s'attendaient à ce que cela dégénère. Il est vrai que depuis 1988, date des premiers incidents, les incendies de voi-

tures le soir de la Saint-Sylvestre sont devenus traditionnels. Cette fois-ci, malgré une diminution du nombre d'incendies l'année passée, journalistes et policiers s'y préparaient.

Début décembre la présence policière augmente dans les cités, suspicieuse et oppressante. A partir du 15 décembre le nombre de voitures incendiées augmente de façon inhabituelle. Pour les jeunes de ces quartiers c'est en effet le meilleur moyen de faire parler d'eux. Les dépêches de l'AFP vont alors prendre un ton plus alarmiste et appellent systématiquement le nombre de voitures incendiées lors de la dernière Saint-Sylvestre. De plus le préfet de la région fait état d'une augmentation de ce type de délinquance pour 1997. Il n'en faut pas plus pour alerter les rédactions. Tous les éléments sont alors présents pour provoquer une réaction en chaîne.

Le 29 décembre, pour éviter de se faire prendre de vitesse

par *France 3 Alsace* qui projetait alors de faire un sujet sur les incendies, *LCI* diffuse les premières images de voitures en flamme. De Paris, on a l'impression que c'est tout Strasbourg qui brûle. Jusqu'au 31 décembre les rédactions nationales vont alors oublier leur réserve et multiplier les sujets, suivies par la presse régionale. De plus, 400 policiers et des centaines de pompiers sont mobilisés. Pour les jeunes des quartiers c'est un défi, ils ont enfin réussi à faire bouger les grandes chaînes nationales, toute la France va parler d'eux : les autres cités vont en pâlir de jalousie. Toute la nuit du réveillon les médias sillonnent la ville à la recherche d'images-choc.

Le 2 janvier, alors que TF1 décide, beaucoup trop tard, de ne plus diffuser d'images, les *Dernières Nouvelles d'Alsace* publient le « classement » des quartiers de Strasbourg les plus touchés. Rien de tel pour encourager la compétition entre les quartiers.

Une fois de plus l'image a été l'objet de toutes les convoitises. Le journaliste, inconscient de la portée de ses actes, ne peut se passer du spectaculaire, quitte à le créer par sa seule présence. Inversement, les jeunes de ces quartiers dit « sensibles » voient dans les médias un formidable moyen de se donner de l'importance, d'inscrire le nom de leur quartier dans toutes les mémoires. C'est alors à celui qui fera se déplacer la plus grosse chaîne de télévision.

Ce type d'image est alors un non-événement, l'amplification d'une réalité, construite d'un côté par le journaliste qui prévoit la possibilité d'un événement et de l'autre par l'adolescent qui profite de cette présence pour faire parler de lui.

La sévérité des jugements rendus à l'encontre des premiers interpellés montre que le tribunal, voulant manifestement faire un exemple, n'a pas voulu considérer l'ensemble de la question. A quand des poursuites contre ceux qui, d'une manière plus ou moins consciente, jouent les provocateurs face à ces délits ?

Le projet de Mme Aubry d'instituer une structure gouvernementale spécifique à la ville, est donc né d'une situation créée artificiellement. De toute façon une nouvelle politique de la ville ne résoudra pas les problèmes de ces quartiers touchés de plein fouet par le chômage et la discrimination. Les banlieues attendent autre chose du gouvernement.

Remi TISSOT

(1) *Libération* du 12 janvier 1998.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Incitations à la violence - p.3 : Jospin dans la nasse - Pour un référendum - p.4 : Rumeurs - Sujet social enfin identifié - p.5 : Cent ans de Cuba - p.6/7 : Cornélius Castoriadis - p.8 : Quelques paradoxes apparents - p.9 : La sexualité en face - p.10 : Une histoire du roman policier - Allemagne contemporaine - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Changement radical.
RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone: 01.42.97.42.57
Télécopie: 01.42.96.05.53
Dir. publication: Yvan AUMONT
Com. parit. 51700-ISSN 0151-5772

Jospin dans la nasse

Comme ses prédécesseurs, l'actuel Premier ministre avait l'intention absurde de justifier sa gestion néo-libérale sur une méthode de communication. L'image s'est brisée, dévoilant le gouvernement dans sa vérité.

Quand un chef de gouvernement discourt sur la « méthode », il faut tenir pour vérité d'évidence que nous serons floués. La méthode Rocard avait abouti au pitoyable immobilisme qui nous fit tant de mal. La méthode Juppé ne fut qu'une série d'improvisations désastreuses, sur fond d'incompétence et d'ignorance.

La méthode Jospin, qu'une camarilla de journalistes serviles glorifiait encore en décembre dernier, ne vaut pas mieux : c'est un banal « travail d'image » qui permet de marquer la différence entre soi-même et un prédécesseur ou un rival. Ainsi, Lionel Jospin s'était donné l'allure d'un homme « moral » (le contraire de François Mitterrand), d'un gestionnaire rigoureux (autre chose que Balladur le calamiteux) et d'un chef politique « proche des gens » - tout l'opposé de Juppé l'arrogant. Cette image d'homme austère et sincère était confortée par l'équilibre apparent du gouvernement, fait d'un système de poids et de contre-poids dans lequel le Social (Martine Aubry) pesait autant que l'Économie (Dominique Strauss-Kahn).

La révolte des chômeurs a détruit les belles apparences souvent dénoncées ici-même. Chez Lionel Jospin, on a confondu rigueur et rigidité.

La fille de Jacques Delors n'est pas femme généreuse, mais une froide technicienne. Le mari d'Anne Sinclair étale une nullité satisfaite, qui le place dans la lignée des ignorants théoriques et pratiques que furent MM. Alphandéry et Arthuis.

De fait, alors qu'il avait déclaré que le calme régnait à Matignon, le Premier ministre a perdu contenance au point d'intenter contre la droite un procès en dreyfusisme et en esclavagisme tellement fallacieux et sectaire qu'on y décèle sans peine une perte de sang-froid face à une réalité sociale rebelle aux calculs dictés par le « réalisme » de gauche. Proche des gens, Lionel Jospin ? Certes, mais seulement de ceux qui sont de son avis.

De fait, le ministre Aubry n'a pas compris que les Affaires sociales n'étaient pas un centre de dames patronnesses chargées de distribuer des aumônes aux blessés de la vie, et elle a demandé à son collègue de l'Intérieur d'envoyer ses CRS dégager le terrain.

De fait, celui qu'on nomme DSK dans les diners en ville a naïvement déclaré qu'il avait sous-estimé la gravité de la crise asiatique, tout en continuant à soutenir que la croissance de l'économie française ne serait pas affectée. Ceci grâce à un tour de passe-passe

qui ressemble fort à une manipulation délibérée : alors que le taux de croissance pour 1998 était estimé à 3 %, l'expert mondain qui se pavane à Bercy a porté la prévision à 3,5 % afin de retrouver le pourcentage initial tout en intégrant dans son calcul une perte de croissance estimée à 0,5 % !

Les millions de citoyens écrasés par l'impitoyable logique de la concurrence ont compris que, pour cette gauche indifférente à la détresse, les pauvres étaient des gêneurs que l'on fait chasser par ses domestiques après avoir jeté sur le trottoir quelque menue monnaie. Il reste à savoir si cette gauche « morale » s'est menti à elle-même ou nous a menti, avec la complicité de ses porte-plume attirés. Dès que notre opinion sera faite, nous y reviendrons, textes à l'appui.

Pour le moment, le gouvernement Jospin est dans la nasse. S'il donne droit aux exigences légitimes des révoltés - droit à la protection sociale, droit à l'emploi, droit à des salaires convenables - sa politique économique « explose » comme le Premier ministre l'a déclaré. S'il choisit de tenir son cap grâce aux matraques de M. Chevènement, il s'exposera à une colère croissante. Pour sortir du piège, Lionel Jospin choisira des manœuvres dilatoires et des techniques de pourrissement. Mais cette « méthode » a trop servi. Aujourd'hui, plus personne n'est dupe. Tant pis pour eux. Tant mieux pour le pays.

Sylvie FERNOY

Pour un référendum

Signé à Amsterdam le 2 octobre 1997, le nouveau traité entre les Quinze implique une révision de la Constitution. Telle est, on s'en souvient, la décision prise par le Conseil Constitutionnel le 31 décembre dernier : transférer à l'Union européenne les règles concernant la libre circulation des personnes à l'intérieur de l'Union, l'immigration dans les quinze pays membres et le droit d'asile est un acte qui pourrait affecter « les conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale »... dont émanent les lois sur l'immigration et sur l'asile.

Une fois de plus, la préparation et la signature du texte d'Amsterdam n'ont pas donné lieu à une réflexion suffisante. D'une part, les transferts de souveraineté ne portent pas seulement sur des dispositions constitutionnelles, mais touchent à nos principes imprescriptibles puisque le droit d'asile est inscrit dans le Préambule de 1946 qui est une référence intangible. D'autre part, ce transfert de souveraineté constitue un chèque en blanc puisque nous ne savons pas selon quels principes et en fonction de quel droit la commission de Bruxelles établira les normes à l'égard des personnes qui voudront entrer dans l'Europe des Quinze.

Il est donc indispensable que l'ensemble des questions posées par la ratification du traité d'Amsterdam soit clairement présentées à la nation et puissent être débattues entre citoyens afin que ceux-ci puissent se prononcer en toute connaissance de cause. C'est dire qu'un référendum s'impose.

Jacques BLANGY

Rumeurs

Tandis que les Allemands d'Allianz s'apprent à devenir, par le biais des AGF en cours de rachat, des partenaires importants dans plusieurs grands groupes industriels et financiers français, on dit que nous n'avons encore rien vu.

On dit, par exemple, que la Société Générale n'est pas à l'abri d'une OPA de la Commerzbank.

On dit que Paribas et la BNP seront rachetées si elles ne trouvent pas très rapidement des partenaires français.

On dit que la privatisation du GAN livrera cette société aux forces du marché, et on rappelle que ce groupe détient 93 % des actions du CIC.

On murmure, à droite et à gauche, qu'il est inconcevable que des pans entiers de notre économie passent sous contrôle étranger... On dit, mais jusqu'à présent on n'a rien fait. Soit parce que les ministres concernés sont partisans du laisser-faire, soit parce qu'ils ne savent pas faire. Le mélange de l'idéologie, de l'impuissance et de l'incompétence risque de placer la France dans une situation d'autant plus désastreuse que les ondes de choc du séisme asiatique sont en train de nous atteindre.

Mais il ne s'agit peut-être que d'une somme de rumeurs et de malveillances. Il faut donc que le gouvernement rassure les citoyens, quant à sa volonté de défendre l'industrie nationale et les établissements financiers français. Et il lui faut démontrer qu'il a pris toutes les mesures qui s'imposent pour parer à la crise née en Asie.

Maria DA SILVA

Sujet social enfin identifié

En avril dernier, une concomitance nous avait frappés : dans sa fébrilité à dissoudre, Jacques Chirac avait, à un jour près, empêché l'Assemblée de voter la loi contre l'exclusion.

Plus qu'une coïncidence, ce symbole éloquent n'a cessé depuis de se vérifier, à travers les premiers gestes d'un gouvernement de gauche, qui prétendait avoir l'ambition majeure de combattre le chômage et les détresses sociales. Or, au lieu de modifier les critères de gestion économique qui accélèrent systématiquement la spirale de l'exclusion, Lionel Jospin s'est donné pour priorité de tenter de répondre aux hantises liées à l'immigration. La fixation sur l'étranger servait encore une fois à farder la blessure citoyenne. Un gouvernement français, de gauche comme de droite, n'a-t-il donc rien d'autre en tête que de réagir aux fausses « bonnes questions » de Jean-Marie Le Pen ?

Certes, le statut des immigrés et le code de la nationalité, après les dérives de Méhaignerie/Pasqua/Debré, exigeaient une refonte - et autrement sérieuse que le ravaudage récent - mais le plus grave sujet d'angoisse pour la nation était bien de voir, non seulement s'accroître le nombre de sans-emploi, mais s'aggraver constamment leurs conditions de vie. Du moins était-ce le sentiment de ceux qui ne vivaient pas retranchés de la communauté des citoyens. A présent, nul ne peut plus l'ignorer, l'existence quotidienne d'un foyer sur cinq

relève du cas d'urgence, son logement, son chauffage, son alimentation, la santé des adultes et celle des enfants sont menacés ; cette précarité qui met la vie en cause, crée une atmosphère de désespoir qui prédispose aux révoltes et aux violences. Cette détresse est un scandale, et pose un défi.

Or depuis quand le sait-on vraiment ? Depuis que des chômeurs se sont permis de sortir de la passivité de leur condition pour occuper des locaux administratifs. La percée publique de leur discours, à l'heure du sapin de Noël et du foie gras, a marqué la fin d'un confort. Le temps n'est plus où la présence de millions de sans-emploi se résumait en courbes statistiques et en quelques exemples choisis par les médias, suivis de rituels caritatifs ou humanitaires. Le chômeur a pris place dans l'espace citoyen.

D'où la gêne exprimée par le Gouvernement comme par les responsables syndicaux de la CFDT et de FO devant ces mouvements d'occupation. Doute sur la représentativité des associations, soupçon de « manipulation » par tel ou tel syndicat, aucun des agacements d'une caste dirigeante dérangée dans sa digestion ne nous ont été épargnés. Ces responsables n'ont-ils donc pas de pudeur ? Quand trois millions de citoyens sont privés du droit au travail garanti

par notre Constitution, vont-ils disqualifier ceux qui se lèvent, fussent-ils une poignée ? Qui niera qu'ils soient hautement « représentatifs » et dignes d'attention ?

Les syndicats peuvent se rassurer, la réception de ces associations par le Premier ministre n'augure pas l'institutionnalisation du chômage comme statut professionnel. Mais elle tire le chômeur du statut civique virtuel où le maintenait sa définition de « chercheur d'emploi » et invite à recevoir ce qu'il dit comme parole politique. Car ses demandes de secours d'urgence et de relèvement des minimums sociaux ne doivent pas faire illusion : elles sont là pour pousser à leur limite les « soins palliatifs » dont on veut entourer et anesthésier les sans-emploi. La contestation fondamentale vise la hiérarchie des urgences, donc des valeurs, qu'une caste prétend imposer au pays.

La faveur dont jouit leur mouvement dans l'opinion marque une prise de conscience plus générale, celle de l'égale indifférence des gouvernants - de gauche comme de droite - quant aux exigences de la personne humaine. A ce titre, ce mouvement, quoiqu'il ait commencé sous couvert de revendications élémentaires, peut formuler clairement son refus de s'incliner sous la tyrannie économique et sociale ultra-libérale, et marquer un progrès décisif dans l'expression politique de la nation.

Luc de GOUSTINE

Cent ans de Cuba

Le Pape se rend à Cuba trente-neuf ans après la prise du pouvoir par Fidel Castro mais aussi cent ans jour pour jour après l'intervention américaine à Cuba.

Loin d'être une sorte de combat singulier entre le Christianisme et le Communisme, l'enjeu du voyage du Pape est de permettre à Cuba de retrouver son identité propre au-delà de l'idéologie mais aussi du dollar-roi.

Les États-Unis sont devenus en 1898 une puissance mondiale en menant leur première guerre internationale contre l'Espagne qui perd ses dernières possessions : les Philippines, Porto Rico et Cuba. Le prétexte de la guerre avait été fourni par l'explosion en rade de la Havane, le 15 février 1898, d'un cuirassier, le *Maine*, expédié le mois précédent pour protéger la communauté américaine. Il a été établi depuis que cette explosion, dont la paternité avait été attribuée alors à l'Espagne, était en fait purement accidentelle. Pour autant, Washington n'a pas annexé Cuba comme il le fit pour Porto-Rico et les Philippines. L'un des arguments avancés fut la crainte de l'absorption d'une proportion trop importante de noirs dans la population, au moment où déjà Haïti n'arrivait pas à se gouverner. Après quatre ans d'occupation de l'armée américaine, on autorisa les Cubains à se doter d'une Constitution tout en réservant aux Américains une tutelle sur la politique étrangère et un droit d'intervention perpétuel.

Ce rappel historique est nécessaire pour comprendre par la plus longue mémoire les enjeux de la succession du castrisme. Cuba est resté hispanique soixante-dix ans de plus que l'Amérique latine.

Cette dernière s'est redécouverte telle en réaction contre les différentes interventions américaines à Cuba qu'elle a unanimement condamnée (à l'exception du Brésil lusophone). L'attitude toujours nuancée de l'Organisation des États Américains (O.E.A.) vis-à-vis de Castro s'explique par là. Le verrou cubain protège le golfe du Mexique et l'Amérique latine d'une submersion par les yankees.

La défaite de 1898 fut une véritable tragédie pour les Espagnols. Le débat sur la génération intellectuelle de 1898 vient de ressurgir en Espagne non sans relents de « révisionnisme » à l'égard du franquisme qui en est l'héritier direct. Les enjeux dépassent donc Cuba mais ils sont d'abord cubains. Il s'agit de savoir si l'Église peut en quelque sorte sauver l'âme cubaine de la chute annoncée du castrisme. Politiquement, elle peut favoriser un « atterrissage en douceur » surtout depuis la mort en novembre dernier du principal dirigeant de l'opposition dure anti-castriste de Miami, Mas Canosa. L'hostilité résolue du Vatican à la politique d'embargo est un bon alibi. Mais comme « accoucheuse » d'un nouveau régime, l'Église doit prendre en compte à la fois l'héritage hispanique et le formidable métissage qui caractérisent la culture et la société cubaines. C'est sur ce terrain et lui seul que peut avoir lieu la réconciliation entre tous les Cubains. Sinon Cuba disparaîtra comme avant la révolution sous les casinos et le tourisme de masse.

L'instant actuel est privilégié. C'est peut-être, avant le grand basculement, l'apogée et aussi le chant du cygne d'une merveilleuse culture authentiquement métisse, afro-euro-caribéenne. Selon les statistiques, au moins 60 % de la population est noire ou métisse. En l'occurrence, c'est Castro le puritain et Jean-Paul II le syncrétiste. Le Bureau Politique du Parti Communiste Cubain ne comptait guère qu'un noir sur une vingtaine de membres. La répression intellectuelle n'avait pas seulement pour but de bâillonner les dissidents, mais aussi de pratiquer une censure moralisatrice. Le réalisme socialiste imposait ses canons. L'Église est confrontée à la renaissance, issue de la frustration, des cultes négro-africains ou vaudous. Là se situe l'une des clés de la nouvelle liberté accordée par Castro à l'Église catholique. La mission d'évangélisation du Pape Jean-Paul II coïncide ainsi avec un intérêt politique. Il lui faut éviter les dérives du culte, donc catéchiser, si l'on veut que Cuba ne devienne pas un autre Haïti. Il faut qu'une organisation récupère et encadre la population majoritaire dans l'île. Si cela ne peut plus être le Parti, que ce soit l'Église avec ses structures hiérarchiques avec lesquelles on peut toujours passer des accords.

Devenir Haïti ou la Floride. Cuba n'échappera à cette alternative qu'en inventant une nouvelle synthèse entre ses racines hispaniques, donc européennes, et son génie afro-caribéen. L'Europe doit s'engager dans la brèche ouverte à la suite du Pape de Rome. Castro n'a jamais compté autant d'alliés.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **AUSTRALIE** - C'est à Canberra que se tiendra du 8 au 18 février une Convention constitutionnelle qui est la deuxième des trois phases d'un processus de révision de la Constitution qui pourrait aboutir à l'abolition de la monarchie. La première phase a eu lieu en novembre avec l'élection de 76 délégués qui viennent s'ajouter aux 76 autres nommés par le gouvernement. Les royalistes, en dépit de la campagne menée par la Ligue monarchiste d'Australie et le parti des Australiens pour une Monarchie Constitutionnelle, ont subi un échec lors de cette élection puisqu'ils ne comptent que 31 élus sur 76. La troisième phase du processus consistera en une consultation des Australiens qui devront se prononcer par référendum sur le projet constitutionnel établi par la Convention.

♦ **PORTUGAL** - Dom Duarte, duc de Bragança a effectué une visite de quatre jours au Timor oriental à l'invitation Mgr Ximenes Belo, évêque de Dili et Prix Nobel de la Paix 1996. L'île, ancienne colonie portugaise, a été annexée par la force en 1976 par l'Indonésie qui y mène depuis une répression féroce et sanguinaire qui n'a cependant pas réussi à venir à bout de la résistance des opposants. Selon la presse de Lisbonne, l'héritier des rois du Portugal ne serait pas venu en simple touriste mais en « médiateur secret » du gouvernement portugais.

♦ **BULGARIE** - Le roi Siméon II, dans un entretien, publié dans le quotidien *24 Tshasa*, après avoir rappelé que « la monarchie apporterait immédiatement de la stabilité et inspirerait de la confiance », a répondu à ceux qui lui reprochaient de ne pas s'être installé à Sofia : « Le peuple demande et attend le Roi Siméon, la présence du simple citoyen Siméon n'aurait pas de sens, car dépourvu de pouvoir, je ne pourrai ni aider ni améliorer la situation ». Fin décembre, afin de protester contre « les interprétations incorrectes » des ses propos dans les médias, le roi Siméon avait pris la décision de fermer son bureau de presse à Sofia.

♦ **ANGLETERRE** - Après les turbulences causées par la mort de la princesse Diana, la cote des Windsor et en particulier celle du prince Charles remonte d'une manière sensible dans les sondages. Celui effectué par l'Institut Mori en décembre lui donne 61 % d'opinions favorables, un chiffre à rapprocher des seuls 41 % qui acceptaient, en septembre dernier, l'idée de le voir un jour monter sur le trône.

♦ **MAROC** - Le gouvernement espagnol a envoyé son ministre des Affaires étrangères en personne, Abel Matutes, pour rassurer le roi Hassan II sur l'attitude de l'Espagne dans l'affaire du Sahara occidental. Selon les accords d'Houston, les Nations Unies organiseront fin 1998 un référendum d'autodétermination dans l'ex-Rio-del-Oro annexé en 1975 à l'issue de la célèbre « Marche verte » et que, depuis, le Maroc a toujours considéré comme partie intégrante du royaume. Le souverain alaouite n'avait guère apprécié la récente visite à Madrid de Mohamed Abdelaziz, président de la République (auto-proclamée) Arabe sahraoui démocratique.

Philosophe éminent, engagé dans les grands combats du siècle, homme de fidélité et de dialogue, Cornélius Castoriadis nous a quittés le 26 décembre.

Lecteur attentif de notre journal, il avait volontiers accepté d'être l'invité de nos Mercredis parisiens, en 1987 puis encore en mars dernier. De notre premier débat, sur des thèses fort différentes des nôtres, nous avions tiré le texte d'un entretien que nous lui avions soumis et qui n'avait pu être publié pour des raisons techniques.

C'est cet inédit que nous publions aujourd'hui en hommage au penseur disparu.

■ Royaliste : Quel est votre parcours intellectuel et politique ?

Cornélius Castoriadis : Au centre de mes préoccupations philosophiques et politiques, il y a l'idée commune aux deux domaines de la liberté, de l'autonomie. Peut-être que ce parcours n'est rien d'autre que la tentative de donner un contenu précis, le plus précis possible, à cette idée de l'autonomie. Celle-ci se présente sous une double face : l'autonomie de la personne, l'autonomie sociale.

Ces idées de ma jeunesse m'ont fait devenir marxiste communiste, dans la reconnaissance de l'énorme apport intellectuel de l'œuvre de Marx, et aussi avec l'attente d'une libération sociale venant d'une révolution qui devrait transformer la société et éliminer l'exploitation. Très vite, cette voie m'a conduit au conflit avec le parti communiste existant, avec le parti stalinien, à la découverte que la révolution russe a abouti à un nouveau régime d'oppression, dirigé par une bureaucratie issue des principes mêmes du léninisme.

J'en ai conclu qu'il ne suffisait pas d'éliminer la propriété privée pour aboutir à une société libre, mais que le programme d'une révolution pour l'autonomie ne peut pas s'accomplir sans démocratie - sans une démocratie très radicale : celle-ci ne peut être simplement politique, limitée à

des dimanches de liberté et d'élections, alors que les gens seraient esclaves dans leur travail et dans leur vie. Cette démocratie doit donc signifier la domination des gens sur leurs activités, domination individuelle dans la mesure où c'est possible, et à travers les collectivités auxquels ils participent aux différents niveaux - groupe de travail, usine, localité et société dans son ensemble.

Autrement dit, le problème de la libération des êtres est celui de l'instauration d'une démocratie directe dans tous les secteurs de la vie publique. Cela signifie simplement que dans toutes les affaires, tous ceux que les décisions à prendre concernent doivent participer à la prise de décision, directement si c'est possible (dans des communautés limitées), ou sous des formes indirectes dans tous les autres cas mais avec domination du corps politique sur les délégués. Cela implique le rejet de la démocratie dite représentative dans laquelle les représentants en arrivent à dominer complètement les représentés et ne représentent rien d'autre qu'eux-mêmes ou des oligarchies.

Dans cette recherche d'une société autonome - qui pose elle-même ses lois, j'ai été conduit à reconsidérer l'histoire et, notamment, à rejeter la conception marxiste.

■ Royaliste : Dès lors, quelle a été votre démarche ?

Cornélius Castoriadis : Je me suis interrogé sur ce qui pose les lois dans les différentes sociétés qui ont existé, non pas au sens formel (le Parlement etc.) mais dans l'acceptation la plus générale (la loi est l'institution de la société) nous constatons que la société s'est toujours donnée à elle-même ses propres institutions, qu'elle s'est toujours auto-instituée, et d'autre part que la plupart des sociétés ont toujours prétendu que leurs institutions n'étaient pas une création de la société elle-même mais venaient d'ailleurs, avaient une origine transcendante. Ainsi les Hébreux : Moïse descend de la montagne avec les Tables de la Loi énoncée par Dieu. Les livres sacrés des Hébreux sont également exemplaires car on voit que toute l'institution de la société est donnée par Dieu car tous les détails qui ont valeur de règle sont donnés dans l'Exode, le Deutéronome, le Lévitique. De même le roi de France l'était par la grâce de Dieu.

Pourquoi cette occultation de l'auto-institution de la société ? Il est évident que cette sacralisation de l'institution la rend invulnérable, l'immunise contre la contestation sociale interne - or la première condition de l'existence de l'institution, sa première visée est sa propre conservation. D'où aussi la liaison très étroite entre ce type d'institution (que

j'appelle hétéronome) et la religion.

Tel est le paysage historique général : des milliers de sociétés qui ont créé leurs lois et qui veulent oublier qu'elles l'ont fait, de même qu'elles veulent souvent oublier qu'elles sont historiques - qu'elles changent et s'altèrent. En d'autres termes, pour reprendre la vieille terminologie, ces sociétés s'aliènent à leur propre création.

Deux exceptions seulement : l'une en Grèce pour quelques siècles, des temps dits homériques à la fin du V^e siècle, et l'Europe moderne. Dans ces deux cas nous voyons des sociétés qui remettent explicitement en cause leur institution, et nous voyons naître la politi-

que au sens véritable du terme - non pas des intrigues de cour, mais une activité qui essaie de s'élucider elle-même et qui vise l'institution de la société comme telle. C'est dans ces deux cas aussi que nous voyons pour la première fois une véritable philosophie, c'est à dire une activité de l'esprit qui met en cause cette partie de l'institution qu'est la représentation du monde, d'abord sous couvert de l'interprétation des textes sacrés puis en s'en passant.

Nous aboutissons donc à trois conclusions :

- les sociétés ont créé elles-mêmes leurs propres institutions.
- l'hétéronomie implique l'occultation de l'origine

humaine des sociétés.

- une société autonome ne peut être qu'une société qui sait qu'elle s'institue elle-même.

■ Royaliste : Peut-on dire que cette société est transparente à elle-même ?

Cornélius Castoriadis : Non, mais cette société sait qu'il y a une question toujours ouverte de l'institution juste, et se donne les moyens pour modifier les institutions au fur et à mesure que changent ses désirs et ses nécessités. En d'autres termes, la société ne peut jamais exister qu'en tant que société instituée. Mais cette société instituée ne doit pas étouffer sa dimension instituante.

De ce versant du problème, nous pouvons passer à l'autre versant, qui est celui de l'individu, chercher à savoir ce que peut être un individu autonome, c'est-à-dire un individu qui se donne sa loi dans une relative lucidité. Cet individu rencontre les autres et la loi que les autres se donnent à eux-mêmes, donc reconnaît immédiatement qu'il y a une dimension sociale de son existence et qu'il ne peut se donner sa loi que dans un certain secteur, qui est celui de la vie privée, et que s'il veut se donner sa loi dans son existence publique, il ne peut le faire qu'en participant à la formation de la loi collective. Donc, être autonome pour un individu, c'est vivre dans une démocratie, c'est à dire dans

un système où tout le monde est partie prenante dans la définition de l'institution et peut proposer qu'on change la loi qu'il estime injuste.

Cela soulève un problème immense car ce qui empêche le plus efficacement quelqu'un de se lever contre l'injustice, c'est moins la contrainte externe que l'intériorisation de la loi sociale, le fait que l'individu en grandissant absorbe la loi sociale. Là aussi on constate qu'en Grèce et en Europe moderne, on rencontre des individus autonomes, qui tendent à mettre en question la loi de la société, et je dirai même que pour la première fois on rencontre des individus véritables.

■ Royaliste : Lorsque vous proclamez l'autonomie de l'individu, une dimension semble gommée, qui est celle du politique par excellence : que faire de la violence possible entre les individus, l'État vous semble-t-il voué à disparaître, et au nom de quoi ?

Cornélius Castoriadis : Je ne gomme pas la question politique, puisque la question que je pose est : quelles sont les institutions que nous voulons ? Quant à la violence, je ne pense pas qu'il puisse y avoir une société sans lois, et plus précisément je ne pense pas qu'il puisse y avoir une société sans pouvoir : de toutes façons, il y a des décisions collectives, prises démocratiquement et majoritairement, qui doivent être mises en exécution, éventuellement à l'encontre de ceux qui ne voudraient pas les appliquer. Pour cela il faut un pouvoir, qui est différent de l'État. Ainsi, il y a un pouvoir dans la cité antique, mais pas d'État. Mais ce pouvoir n'est pas séparé de la collectivité

politique, il est la collectivité politique elle-même. Quant à la machine administrative, importante à Athènes, elle fonctionnait par les esclaves. Bien sûr, nous ne sommes pas à Athènes, et nous sommes placés devant un problème majeur. Tout l'imaginaire politique moderne, alors qu'il a ressuscité la tradition démocratique, reste terriblement marqué par ses origines monarchiques et surtout par la présence d'un État auquel on ne pourrait pas toucher. Il y a un État qui est un monstre, un Léviathan, qu'il faudrait contenir, limiter, mais qui serait autre chose que nous, autre chose que la société civile. Or le problème politique ne sera jamais résolu si la collectivité ne retrouve pas à nouveau l'idée qu'elle est elle-même le pouvoir.

■ Royaliste : Tout de même, l'État dont vous parlez est un État de droit !

Cornélius Castoriadis : Une situation de droit dans la société exige-t-elle un État ? Lorsque nous parlons d'État de droit, nous entendons deux choses : une situation dans laquelle rien ne peut être fait qui viole les règles juridiques ; le fait que ces règles juridiques sont constamment ouvertes à la question du droit, c'est à dire de la justice. Cela est tout à fait indépendant de l'existence d'un appareil d'État. L'État de droit implique que chaque fois qu'une collectivité a posé une règle de droit elle est obligée de la suivre, à moins qu'elle la change dans les formes du droit, et que ces règles ne sont jamais closes mais toujours ouvertes à la question de savoir si elles sont justes.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

BIBLIOGRAPHIE

des principaux ouvrages de Cornélius Castoriadis, encore disponibles.

- ♦ Les carrefours du labyrinthe (1) - Seuil, 1978 - prix franco : 143 F
- ♦ Domaines de l'homme (Carrefours du labyrinthe 2) - Seuil, 1986 - prix franco : 216 F
- ♦ Le monde morcelé (Carrefours du labyrinthe 3) - Seuil, 1990 - prix franco : 150 F
- ♦ La montée de l'insignifiance (Carrefours du labyrinthe 4) - Seuil, 1996 - prix franco : 132 F
- ♦ Fait et à faire (Carrefours du labyrinthe 5) - Seuil, 1997 - prix franco : 139 F
- ♦ La société bureaucratique - Bourgois, 1990 - prix franco : 170 F
- ♦ De l'écologie à l'économie - Seuil 1981 - prix franco : 59 F
- ♦ L'institution imaginaire de la société - Seuil, 1975 - prix franco : 230 F



Quelques paradoxes apparents

La politique aime les certitudes : la droite est réactionnaire, et la gauche révolutionnaire, et il est bien que les choses soient ainsi. Du noir et du blanc, des bons et des méchants, des distinctions bien sûres et bien étanches, pour nous garantir le confort de la pensée. Mais voilà que des chercheurs viennent troubler ces tranquilles évidences.

Il y a quelques années, Zeev Sternhell nous avait proposé une très stimulante étude sur *La Droite révolutionnaire* (1) faisant de ce courant paradoxal la matrice d'un fascisme à venir. Aujourd'hui, Marc Crapez s'attache à mettre en évidence l'existence d'une « Gauche réactionnaire » (2) alimentant une thématique qui irriguera bientôt les courants les plus détestables de l'extrême-droite européenne. Il est impossible de résumer cet ouvrage foisonnant qui décrit en détail, avec un effort conceptuel permanent, les différentes mutations que connaîtront l'hébertisme et le sans-culottisme dans les dernières décennies du XIX^e siècle. Du Second Empire à la Commune, et de la Commune à la III^e République, ce courant révolutionnaire se crispe plus qu'il ne se renouvelle. Cultivant la nostalgie de 1793, ce moment où la révolution aurait pu devenir « populaire » si Robespierre et les siens ne l'avaient « trahie », nos nouveaux sans-culottes prêchent un athéisme virulent et un égalitarisme sourcilieux.

Cet athéisme est un athéisme sans concession, qui n'entend

manifester aucune tolérance à l'égard des déistes et autres francs-maçons, mais dont la cible principale est bien évidemment le christianisme. Ces athées ne sont pas seulement des anticléricaux, ils condamnent toute la doctrine chrétienne, assimilée à un « miasme » féminin dévirlisant le peuple. La science leur paraît le meilleur argument contre la religion, et ils se font les ardents propagandistes d'un darwinisme sommaire. Ce darwinisme se transforme assez vite en un racisme aux allures scientifiques (le polygénisme contre le monogénisme), et les sans-culottes deviennent le peuple aryen combattant cette corruption sémitique qu'est le christianisme. Chez nos néo-hébertistes, il ne peut y avoir d'athéisme sans anti-christianisme, ni d'anti-christianisme sans antisémitisme. Et comme la science justifie l'athéisme, elle justifie aussi l'antisémitisme.

Le deuxième pôle de la pensée sans-culotte est l'égalitarisme. Mais cet égalitarisme ne va jamais jusqu'au collectivisme, il en est même un adversaire résolu : la propriété privée, pourvu qu'elle reste

modeste, doit être défendue. Ce qu'il faut combattre, ce sont les « gros », accapareurs, exploiters et corrompueurs, auxquels on opposera un peuple puisant son énergie dans ces vertus que sont le travail, la famille et la patrie : le travail contre l'oisiveté des profiteurs, la famille contre les débauches des nantis, la patrie contre le cosmopolitisme des parvenus. Précisons que cette trilogie ne s'accompagne ici d'aucun culte de la terre, nos hébertistes méprisant absolument la paysannerie. Bien évidemment, ces conceptions serviront encore d'arguments à l'antisémitisme. La science aussi sera mobilisée au service de l'égalitarisme, l'eugénisme devant garantir la pureté des égaux.

En épilogue à son travail, Marc Crapez nous offre une superbe analyse des idées de Louis-Ferdinand Céline, l'écrivain campant un très convaincant hébertiste raciste. Et l'ouvrage se clôt par une annexe qui, sous le titre « *Vieilles Gauches et Nouvelles Droites* », nous propose une nouvelle typologie politique et une étude comparée des engagements de Céline, Rebatet et Drieu La Rochelle.

Peut-on faire de Gustave Hervé (1871-1944) un des tenants de cette Gauche réactionnaire ? Cet antimilitariste acharné, pacifiste, anticlérical et révolutionnaire, n'a-t-il pas fini dans les rangs de la droite

extrême, thuriféraire d'un très ambigu socialisme national ? Les apparences pourraient être trompeuses. Du « *drapeau dans le fumier* » à « *c'est Pétain qu'il nous faut* », Gilles Heuré, dans une passionnante biographie (3), retrace l'itinéraire de cet éternel provocateur qui fut aussi un grand communicateur.

De *La Guerre sociale*, journal socialiste et antimilitariste, à *La Victoire*, journal jusqu'aboutiste pendant la Guerre de 14 et qui se fera ensuite le promoteur d'une république autoritaire, il n'y a guère d'autres points communs que leur animateur Gustave Hervé. Mais il n'y a pas ici de glissement conceptuel où, en raison d'un contexte nouveau, une même notion changerait de champ idéologique. Ici, nous nous trouvons simplement en présence d'un homme qui change d'avis. La radicalité et la contradiction de ces avis peuvent surprendre, mais Gustave Hervé a confié à son ami Victor Méric, la clé de sa nature apparemment paradoxale. « *Tu vois, j'ai changé... Que veux-tu, il me faut une « foi ». Je ne peux pas vivre sans « foi »...* » Gilles Heuré trouve cependant au personnage, au delà de ses engagements successifs, une constante : la fidélité aux valeurs du christianisme. Quand il était de gauche, son anticléricalisme n'était que de façade ; devenu de droite, son christianisme le préservera des sirènes du nazisme et du racisme. Celui qui, dans les années 30, demandait le pouvoir pour Pétain, se garda bien d'apporter sa caution aux funestes illusions de la Révolution nationale.

Patrick PIERRAN

(1) Zeev Sternhell - « *La Droite révolutionnaire (1895-1914), les origines françaises du fascisme* » - Seuil, coll. Point Histoire - prix franco : 69 F.

(2) Marc Crapez - « *La Gauche réactionnaire, mythes de la plèbe et de la race* », préface de Pierre-André Taguieff - Berg International, 340 p. - prix franco : 149 F.

(3) Gilles Heuré - « *Gustave Hervé - Itinéraire d'un provocateur* » - La Découverte, 364 p. - prix franco : 159 F.

La sexualité en face

C'est à une tâche considérable que vient de se consacrer Jean-Claude Guillebaud et pour laquelle il faut le féliciter. La sexualité est la plus vieille question de l'humanité, puisqu'elle la structure depuis qu'il y a des hommes et des femmes, mais c'est toujours aussi une affaire brûlante puisqu'elle déchaîne les passions et mobilise aujourd'hui encore toutes les fureurs. Il y a trente ans, nous étions en pleine révolution des mœurs : « *Il est interdit d'interdire* ». Depuis quelques années, nous avons en Amérique le retour en force du puritanisme et chez nous une brusque levée de boucliers contre la pédophilie qu'il était de mode il n'y a pas si longtemps de considérer comme « *une subversion tonique* ». Plutôt que de rentrer lui-même en polémique sur ce sujet qui s'y prête si bien, Jean-Claude Guillebaud a voulu prendre de la distance, en rassemblant toutes les données disponibles d'une connaissance qui est d'ordinaire éclatée entre les disciplines les plus diverses.

On trouvera peut-être que cela ne fait que s'ajouter à l'énorme masse d'écrits que le sexe provoque de nos jours, mais c'est précisément avec elle que l'auteur prend ses distances afin de mettre les choses en perspective. Ne serait-ce que pour mettre en doute les préjugés les mieux assurés : « *Nos sociétés post-industrielles auraient accédé à une intelligence radicalement neuve du plaisir et de son innocence souveraineté. Nous tenons pour certain qu'avant nous les hommes et les femmes vécurent des millénaires sous le joug d'une servitude dont nous, et nous seuls, aurions triomphé...* ». Il est vrai que cette innocence, on prétend que l'Antiquité païenne l'avait entretenue jusqu'à ce que le judéo-christianisme n'introduise sa fatale obsession du mal.

Mais cette vision de l'histoire est contredite par tous les spécialistes de l'Antiquité : « *On trouve sous la plume de tous les historiens sérieux d'Athènes ou de Rome le même agacement, la même surprise navrée devant tant de contresens au sujet de la sexualité antique* ». Michel Foucault lui-même avait dénoncé l'inanité des quatre accusations lancées contre le christianisme en opposition avec le paganisme : assimilation du sexe avec le mal, misogynie, exaltation de la continence, condamnation de l'homosexualité. En réalité l'antiquité a partagé toutes les défiances possibles à l'égard de la chair, connu tous les interdits et parfois promu les répressions les plus brutales. Aussi bien pour les disciples de Platon que pour les stoïciens, il faut se méfier du trouble apporté par le plaisir vecteur de violence et de désordre. Même les épicuriens sont rebelles à l'érotisme qui est contraire à leur modèle de vie tranquille. De façon générale, l'homme doit être maître de ses désirs et il n'est pas jusqu'au vœu de chasteté qui n'ait été promu comme un idéal de sagesse. Surtout, on omet de parler de la part maudite d'une société esclavagiste où les riches pouvaient s'acheter des jeunes esclaves pour en jouir, où les marchands d'esclaves pratiquaient la castration des jeunes garçons et où l'élimination des nouveau-nés n'était pas reconnu comme un crime. Et que dire de l'attitude à l'égard des femmes répudiées à merci et des matrones violées que l'on contraignait au suicide ?

Nous voilà loin du vert paradis des amours innocentes !

par Gérard Leclerc



Mais il fallait bien l'inventer pour mieux mettre en procès ce christianisme d'où serait venu tout le mal. Jean-Claude Guillebaud continue donc son enquête historique pour examiner comment judaïsme et christianisme ont considéré les rapports de la chair. Après avoir montré comment le judaïsme valorise les liens familiaux, il fait la lumière sur le fameux « *renoncement à la chair* », où il y a vingt ans Lardreau et Jambet discernaient, non sans justesse, un des grands mouvements révolutionnaires, aux origines du christianisme. Car il s'agit bien avec « l'encratisme » d'une révolte contre la Cité antique. Mais il serait gravement erroné d'assimiler ce mouvement de rigorisme extrême à l'ensemble du christianisme, qui dès le début fait coexister une pluralité de comportements, comme saint Paul lui-même le montre bien. Tout ce qu'écrit Guillebaud sur la pensée de ce dernier comme sur celle d'Augustin, se réclame d'un bel équilibre et d'une pertinence qui n'est guère partagée. Il a bien compris, en particulier, que l'évêque d'Hippone ne condamnait pas la chair mais le déséquilibre, issu du péché, qui retranchait la sexualité de la maîtrise de la volonté.

Autre mise au point à contre-courant, en dépit de l'opinion de tous les spécialistes, ce qui concerne l'invention du puritanisme dont on fait grief au christianisme, alors qu'il s'agit bien d'une affaire de médecins rationalistes un peu obsédés et tout à fait en règle avec les idéaux des Lumières. La Révolution française elle-même sera marquée d'une tonalité purificatrice et moralisatrice, lorsqu'un Fouquier-Tinville rejette sur « le despotisme » le libertinage et la débauche par lesquels il affirme son empire. Mais avec la révolution industrielle, le puritanisme triomphera afin de « *mettre le peuple au travail* », avec une dureté et une pudibonderie sûres d'elles-mêmes. S'il est vrai que l'Eglise fera de la surenchère à l'égard de ce rigorisme, elle n'en a pas la responsabilité initiale.

L'enquête poursuivie à travers toutes les cultures et les apports de l'anthropologie contemporaine met en évidence la permanence de mêmes interrogations : « *Qui ne serait troublé, au bout du compte, par cet immense flux et reflux de rigorisme et de permissivité qui semble rythmer notre histoire, faire, puis défaire nos morales, fouetter puis frustrer nos utopies, et cela depuis la plus lointaine origine ?* ». Au terme de la période où il ne s'agissait que de « *jouir sans entraves* » nous butons à nouveau, devant des interdits qui résultent de la libéralisation des mœurs et des conséquences de l'individualisme extrême. Ainsi, après avoir voulu rompre avec les moralistes et les théologiens, nous retrouvons-nous « *entre le juge et le médecin* » érigés en arbitre de nos difficultés les plus intimes et de plus en plus investis de pouvoirs pour régler nos conflits relationnels. Une véritable « *dérive pénale* » est en cours, avec le surpeuplement de nos prisons et surtout des interventions accrues là où le souci de la vie privée devrait ménager l'interventionnisme. C'est le contraire qui se passe avec le besoin « *d'introduire dans le droit les comportements les plus privés* ».

C'est peut-être que la croyance utopique à la fin des interdits a produit un univers qui tourne au cauchemar et conduit à une recrudescence de répression. Il est donc temps de réfléchir à frais nouveaux à ce qui conditionne toute la vie sociale, notamment à la famille, au rôle du père, à la fidélité, à la nécessité éducative... Sinon, nous pourrions nous en repentir. Ce qui est en cause c'est le goût de construire dans la durée, c'est-à-dire la vocation d'une sexualité que serait aussi responsable.

Jean-Marc Guillebaud - « *La tyrannie du plaisir* » - Seuil - prix franco : 145 F.

Le royalisme, histoire et actualité

par Bertrand Renouvin

(338 pages - index des noms cités) - prix franco 198 F

Une histoire du roman policier

Depuis un peu plus d'un siècle et demi - les spécialistes de manière à peu près unanime fixent à 1841 avec *Double assassinat rue Morgue* d'Edgar Allan Poe sa date de naissance « officielle » -, un genre littéraire à part entière fait le bonheur des lecteurs et suscite l'agacement chez une partie, minoritaire et têtue, des critiques : le roman policier.

Il a connu bien des évolutions, s'est présenté sous bien des masques et s'est divisé en sous-genres ayant chacun ses règles : le roman-énigme, le roman feuilleton à rebondissements, le roman « noir », le thriller, le policier psychologique, le roman d'espionnage. A chaque évolution il a épousé intimement son époque, fusionnant avec elle, plus que tout autre expression littéraire, en n'étant jamais toutefois - sauf rares cas isolés - une littérature engagée, ce qui serait contraire à son principe même et à ses modes de diffusion.

C'est à une rencontre chronologique, historique et littéraire de ce genre autonome que nous convie Jean Bourdier. Il le fait avec érudition et passion, dans un style élégant, alerte et plein d'esprit, n'évitant pas toujours les jugements à l'emporte-pièce, parfois injustes, mais toujours argumentés.

Le simple curieux ou

Pour tous vos achats de livres, faites appel à notre service librairie !

l'« amateur éclairé » lira avec ravissement - et parfois un brin de sadisme - les portraits des Grands - et moins grands - du genre : de Conan Doyle à Simenon, de Chandler à Fleming, de Dickson Carr à Highsmith. Il redécouvrira Buchan ou Leblanc, Steeman ou Cheyney. Il s'amusera des vingt règles de S. S. Van Dine, recette-miracle d'un bon roman policier. Il ne manquera, une fois de plus, de s'étonner en constatant que quatre pays, la Grande-Bretagne, les États-Unis, la France et la Belgique, ont fourni à eux seuls l'écrasante majorité de la production et tous les maîtres du genre.

Bien des ouvrages ont été consacrés à un auteur, une collection ou un sous-genre, bien peu à une histoire globale de la littérature policière. C'est cette lacune qui est ici comblée.

Surtout le lecteur se persuadera, encore et toujours, d'un simple fait : que vous cherchiez un divertissement de l'esprit, un élan romanesque ou un reflet tragique de l'évolution des sociétés modernes, vous trouverez tout cela, et bien plus, dans cet éternel enfant prodige des Lettres, ce bon vieux roman policier.

Bruno DIAZ

Jean Bourdier - « Histoire du roman policier » - Éditions de Fallois - prix franco : 130 F.

Allemagne contemporaine

L'innocence du premier amour et l'exorcisme d'un passé oppressant, avec l'*Odysée* en toile de fond.

L'Allemand Bernhard Schlink, auteur du *Liseur*, et son traducteur Bernard Lortholary viennent de recevoir le prix Laure Bataillon 97 récompensant le meilleur livre de littérature traduite.

Le livre se présente comme un triptyque harmonieux qui ressemble à un retable illustrant la vie d'une femme mystérieuse, blessée et rachetée qui pourrait être l'Allemagne de l'après-guerre. Au premier abord, il semble un roman d'apprentissage classique. Il raconte le premier amour d'un lycéen de quinze ans, Michael, avec une receveuse de tramway de vingt ans son aînée, naturelle et décidée. En plus d'être son amant, il devient son liseur. Pendant six mois, entre l'école de Michael, le tramway d'Anna, les lectures de l'*Odysée* ou de *Guerre et Paix*, les promenades et les étreintes, le bonheur s'enroule et se déroule dans un style concis, original, intelligent qui jamais ne s'attarde dans le scabreux avant la disparition mystérieuse de la jeune femme.

Michael la retrouve, cinq ans plus tard, dans un lent procès destiné à exorciser le passé nazi, où elle est accusée d'avoir été une gardienne zélée d'un camp de concentration où la mort rôdait sans cesse et surtout sur les jeunes protégées lectrices de l'ancienne ouvrière de Siemens. Pourquoi se défend-elle si mal ? Pourquoi sommes-nous plus marqués par les

hésitations, les conditionnements, les « et vous, qu'auriez-vous fait à ma place ? » désespérés d'Hanna que par ces prisonnières mourant dans une église en feu ? Comme Michael qui suit le procès pour ses études, la vérité nous éclaire soudain, douloureusement. Et avec tout un pays, la question de la responsabilité a posteriori se pose, question essentielle sans réponse absolue, mais qui est déjà la première marche de la rédemption.

S'ensuivent dix-huit années d'expiation. Malgré la prison le contact se rétablit entre les amants d'autrefois par les cassettes, où Michael s'enregistre lisant, par les petits mots de réponse d'Hanna qui aide ses codétenues, sourit, et envisage sa sortie. Pourtant, au lendemain de l'unique visite de Michael, la veille de sa libération, elle choisit la mort. Alors, n'y aurait-il ni rédemption ni pardon ?

Ce résumé, qui respecte le secret d'Hanna, ne peut parfaitement rendre la magie grave de ce livre exigeant, qui peut être lu tant comme une histoire individuelle douloureuse que comme une histoire collective, ainsi que le narrateur le dit lui-même : « comment pourrait-ce être un réconfort que mon amour pour Hanna soit en quelque sorte le destin de ma génération ? ».

Hélène PLOUHINEC

Bernhard Schlink - « Le liseur » - Gallimard - prix franco : 110 F.

Les cartes d'adhérents pour 1998 seront envoyées en même temps que la *Lettre aux adhérents* de février. Seules les personnes à jour de cotisation recevront leur carte. Les retardataires sont instamment priés de bien vouloir se mettre à jour.

Rappelons que les cotisations à la N.A.R. sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement à **prendre leur carte**. C'est encore la manière la plus efficace de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire.

CONGRÈS - Le congrès des adhérents de la NAR se tiendra à Paris les 7 et 8 mars prochains. Notez déjà ces dates et prenez vos dispositions pour pouvoir y participer. En particulier notez que la SNCF consent des réductions importantes pour les billets pris plus d'un mois à l'avance.

INTERNATIONAL

Nous lançons un appel à nos lecteurs domiciliés à l'étranger ainsi qu'à ceux qui lisent régulièrement la presse internationale afin qu'il nous fassent parvenir toutes coupures de presse concernant aussi bien les monarchies établies (discours du souverain, problèmes dynastiques, visites officielles, etc) que les activités des prétendants ou des mouvements royalistes. Ceci nous est indispensable afin de compléter notre information et de nous permettre d'alimenter la rubrique de *Royaliste* consacrée aux monarchies étrangères. Notre numéro de télécopie : 01.42.96.05.53.

ATTENTION : NOUVEAUX HORAIRES !

RÉUNION MENSUELLE - Samedi 7 février à 14 h, réunion mensuelle de la Fédération. Cette réunion est ouverte à tous ceux qui veulent aider à l'action de la NAR en Ile-de-France. Les sympathisants ou les nouveaux lecteurs sont tout spécialement invités à venir prendre contact avec nous à cette occasion.

FORMATION - Samedi 7 février à 16 h, cinquième séance du séminaire de formation des militants et sympathisants d'Ile-de-France. Thème : « Introduction à l'économie politique : L'échange (fonction de l'échange, conditions générales de l'échange marchand, le don) ». Animée par Bertrand Renouvin, les séances durent 1 h 30 (Trois quarts d'heure d'exposé suivis d'un débat).

INTERNET

A titre expérimental, nous avons ouvert depuis quelques mois un site Internet pour *Royaliste*. Son adresse : <http://www.mygale.org/10/francesc/royaliste/>

Lecteurs internautes, n'hésitez pas à vous connecter et à nous faire part de vos suggestions. Merci aussi de nous signaler tous les sites à caractère royaliste (en particulier ceux concernant les pays étrangers) ainsi que ceux des autres formations politiques.

RELIURES

◆ Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

◆ Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 17 F pièce).

Vendus aussi par année complète (300 F franco) de 1977 à 1997 (sauf 1979).

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● Mercredi 28 janvier : Nous suivons avec une amicale attention les recherches publiées par la *Revue du M.A.U.S.S.* et nous avons engagé avec son directeur un passionnant dialogue à l'occasion d'un livre qu'il avait publié avec Jean-Pierre Le Goff sur les grèves de 1995. La publication d'un numéro sur le capitalisme nous donne l'occasion de reprendre le débat. Avec Alain CAILLÉ, nous nous demanderons « Comment peut-on être anticapitaliste ? », ce qui implique une réflexion sur la

nature du capitalisme, et une exploration des voies par lesquelles une nouvelle politique économique pourrait mettre en pratique la contestation du capitalisme.

● Mercredi 4 février : Membre du Parti communiste jusqu'aux procès de Moscou, Résistant, fondateur du PSU, membre de la direction du Parti socialiste, Gilles MARTINET est depuis plus d'un demi-siècle le témoin et l'acteur de tous les combats de la gauche. Au moment où beaucoup s'interrogent sur l'existence même d'une pensée socialiste, et sur la cohérence des choix gouvernementaux par rapport aux traditions de la gauche, notre invité nous présentera « une certaine idée de la gauche » à laquelle il demeure pleinement fidèle.

● Mercredi 11 et 18 février - Pas de réunion en raison des vacances d'hiver.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (50 F pour l'année)

MAINE-ET-LOIRE

Permanence hebdomadaire tous les jeudis de 18 h à 20 h à la Taverne de l'Écubier, 20 rue Chateaugontier à Angers. Lecteurs de *Royaliste* et sympathisants, curieux ou membres d'organisations diverses qui veulent en savoir plus sur la NAR sont cordialement invités à venir nous y rencontrer.

FANIONS

A nouveau disponibles les petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 50 F.

Le même modèle existe aussi avec les armes du dauphin : 50 F franco également.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :
.....
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :
« *Royaliste*

Changer radicalement

Peu importe le nom des Premiers ministres et la couleur des gouvernements. Depuis 1983, la même orientation économique s'est précisée et durcie, tandis que des fractions de plus en plus larges du milieu dirigeant se ralliaient à l'idéologie du marché, et se soumettaient à la règle imbécile et meurtrière de la concurrence illimitée.

Ce milieu dirigeant, qui invoque le « réalisme », n'a pas vu le lien qui unit tous les mouvements de contestation et de révolte depuis 1986, ainsi que toutes les réactions électorales de sanction (par le biais du Front national) et de rejet des équipes gouvernementales lorsqu'elles présentent leur bilan. Tour à tour puis tous ensemble, par les grèves et les manifestations de rue, les lycéens et les étudiants, les salariés du secteur public et certaines catégories du secteur privé ont affirmé au fil des grèves et des manifestations deux vérités simples et profondes :

- aucune société humaine ne peut se fonder sur le principe de la concurrence, qui est celui de la guerre de tous contre tous ;
- toute société d'hommes libres organise et développe ses relations entre les personnes et ses échanges selon des lois, des institutions et des principes qui assurent l'égale dignité des êtres, un minimum de solidarité entre les groupes et l'unité d'une collectivité qui vise le bien commun.

Le fait est que la concurrence devient chaque jour plus sauvage. Le fait est que les milieux dirigeants refusent de prendre leurs responsabilités quant à l'application des lois protectri-

ces, sacrifient le principe de justice et refusent de donner aux citoyens les moyens matériels de leur liberté. Que les familles prennent en charge leurs malheureux ! Aux bénévoles le soin de nourrir ceux qui ne mangent pas à leur faim ! Dans leurs états-majors douilletts, les généraux de la guerre économique sont heureux de voir tant de brancardiers, d'ambulancières et de médecins se dépenser sans compter.



La révolte des chômeurs et la solidarité des salariés à l'égard de leur mouvement montre que le peuple français n'est pas dupe des manœuvres, des arguties, et des aumônes qui tiennent lieu de politique sociale.

Certes, tout argent est bon à prendre, mais nul n'ignore que les quelques crédits annoncés seront scandaleusement insuffisants. Certes, une loi contre l'exclusion peut être utile, mais elle demeurera globalement inefficace puisque l'exclusion est au cœur de l'économie ultra-concurrentielle. Il est donc inutile d'espérer des réformes partielles permettront le retour au plein emploi et la disparition de la misère. Il est inutile - nous l'avions déjà dit quand Alain Juppé gérait les affaires - de

changer de Premier ministre ou de remanier le gouvernement puisque les équipes qui se succèdent ont les mêmes convictions et gardent les mêmes orientations.

D'où la nécessité d'un changement radical de politique économique et sociale. Qu'on ne nous dise pas que les adeptes de la « pensée unique » sont les plus forts : sur le fond, dix livres majeurs montrent que nous avons gagné.

Qu'on ne nous dise pas qu'on ne peut rien contre les médias : il reste une trentaine de chiens de garde, qui sont discrédités.

Qu'on ne nous dise pas qu'on ne peut rien contre « les marchés » : tout le système de spéculation et de corruption du Sud-Est asiatique s'est effondré et l'incendie continue de progresser.

Qu'on ne dise pas que nous sommes sans projet ni programme. Il en existe un, déjà rédigé, cohérent et magnifiquement fédérateur puisque c'est celui de la Libération, puisqu'il est inscrit dans le Préambule de 1946 : droit à l'emploi ; participation de chaque travailleur à la détermination collective des conditions de travail et à la gestion des entreprises ; garantie, pour tous, de la santé, de la sécurité matérielle ; nationalisation des entreprises qui assurent un service public national...

Ces principes fondamentaux impliquent, aujourd'hui, la hausse des minima sociaux, celle du SMIC puis celle de tous les salaires grâce à l'action syndicale, mais aussi une politique de la dépense publique pour pallier les effets de la crise venue d'Asie, et une nationalisation des secteurs stratégiques - à commencer par le crédit. En France, en Europe, la mécanique néo-libérale est à bout de course. Il faut la faire exploser pour soumettre l'économie aux lois de l'humanité.

Bertrand RENOUVIN